

IMPACT DU SYSTÈME ÉDUCATIF FINANCIER DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES AUPRÈS DU SECTEUR INFORMEL À KINSHASA : Connaissances financières et relations avec les institutions financières.

BOOTO BOPOMI Déogratias, Assistant et Chercheur à l'Université Pédagogique Nationale (UPN)

RESUME

Cette étude analyse l'impact du système éducatif financier mis en œuvre par les institutions financières sur les connaissances financières et les relations avec ces institutions au sein du secteur informel de la ville-province de Kinshasa. Dans un contexte marqué par une forte prédominance des activités informelles et une faible littérature financière, la recherche met en évidence les difficultés d'accès aux services financiers formels, le manque d'information et l'insuffisance de formation financière adaptée aux réalités locales. L'éducation financière apparaît ainsi comme un levier essentiel pour renforcer l'inclusion financière et améliorer la gestion des ressources économiques des ménages informels.

Sur le plan méthodologique, l'étude adopte une approche mixte, combinant méthodes quantitative et qualitative, à partir d'une enquête menée auprès de 220 acteurs du secteur informel. Les analyses statistiques, réalisées à l'aide du logiciel STATA 18, révèlent que la sensibilisation financière, le niveau d'instruction et la situation matrimoniale influencent significativement la connaissance financière et la relation avec les institutions financières. Les résultats soulignent la nécessité pour les institutions financières et les pouvoirs publics de renforcer les programmes d'éducation financière structurés, inclusifs et adaptés, afin de favoriser une inclusion financière durable et une meilleure résilience économique des ménages du secteur informel à Kinshasa.

Mots-clés : Éducation financière, Inclusion financière, Secteur informel

ABSTRACT

This study examines the impact of financial education systems implemented by financial institutions on financial knowledge and relationships with financial institutions within the informal sector of Kinshasa. In a context characterized by the dominance of informal economic activities and low levels of financial literacy, the research highlights limited access to formal financial services, insufficient information, and inadequate financial training tailored to local realities. Financial education therefore emerges as a key tool for enhancing financial inclusion and improving the economic management capacities of informal households.

Methodologically, the study adopts a mixed-methods approach, combining quantitative and qualitative techniques based on a survey of 220 informal sector actors. Statistical analyses conducted using STATA 18 show that financial awareness, educational level, and marital status significantly influence financial knowledge and engagement with financial institutions. The findings emphasize the need for financial institutions and public authorities to strengthen structured, inclusive, and context-specific financial education programs in order to promote sustainable financial inclusion and improve the economic resilience of informal sector households in Kinshasa.

Keywords: Financial education, Financial inclusion, Informal sector.

INTRODUCTION

Dans les économies africaines en développement, le secteur informel occupe une place dominante dans les activités productives, commerciales et de services. En République

Démocratique du Congo (RDC), plus de 80 % des actifs opèrent dans des activités non structurées, caractérisées par une faible capitalisation, un accès limité au financement et une faible littérature financière (Banque mondiale, 2023). À Kinshasa, cette réalité est encore plus marquée, et la question de l'éducation financière constitue un enjeu crucial pour améliorer la performance des acteurs informels.

L'éducation financière est définie par l'OCDE (2020) comme un processus permettant aux individus de "développer leurs connaissances, leurs compétences et leur confiance pour prendre de meilleures décisions financières". Dans un environnement économique instable, marqué par la dollarisation et les pratiques informelles de gestion, une meilleure formation apparaît essentielle pour assurer une inclusion financière durable.

Les institutions financières (banques, IMF, coopératives) ont intensifié depuis une décennie leurs programmes d'éducation financière, notamment via des formations, des émissions médiatiques et des campagnes de sensibilisation. Cependant, leur impact réel sur les connaissances financières des acteurs informels reste peu documenté en RDC, où les barrières culturelles, linguistiques et économiques persistent (UNDP, 2022).

Dans le secteur informel de Kinshasa, beaucoup d'opérateurs gèrent leurs finances de manière intuitive, sans outils de planification budgétaire, d'épargne formelle ou de compréhension des produits financiers (FEC, 2022). Cette situation accroît leur vulnérabilité aux chocs économiques et limite leur accès au financement structuré.

Les études internationales montrent que l'éducation financière améliore significativement la capacité d'épargne, la gestion du crédit et la prise de décision entrepreneuriale (Lusardi & Mitchell, 2014). Encore faut-il que cette éducation soit adaptée au public cible : niveau d'instruction souvent faible, formation courte, outils visuels et pratiques.

Le déficit de confiance envers les banques demeure un frein majeur à l'inclusion financière à Kinshasa. Une meilleure compréhension des produits bancaires peut renforcer la relation entre les acteurs informels et les institutions financières, améliorant ainsi la mobilisation de l'épargne et l'accès au crédit.

Malgré des initiatives ponctuelles, peu d'études empiriques se sont penchées sur la corrélation entre l'éducation financière dispensée par les institutions financières et l'amélioration des connaissances financières dans le secteur informel congolais. Ce manque de données empêche l'élaboration de politiques publiques efficaces.

Le présent projet vise ainsi à analyser l'impact du système éducatif financier des institutions financières sur les connaissances financières et la relation client dans le secteur informel de Kinshasa, afin de déterminer si les actions menées atteignent réellement leurs objectifs.

L'étude adopte une approche empirique basée sur une enquête auprès des opérateurs du secteur informel, afin d'examiner dans quelle mesure les connaissances financières acquises influencent l'utilisation des services bancaires.

Dans le contexte relatif à notre étude, nous avons fait recours principalement à deux méthodes : notamment méthode quantitative et qualitative associées par les méthodes statistiques descriptive couplée à celle d'analyse systématique pour la simple raison que l'étude d'impact sur le système éducatif pour une inclusion financière embrasse un ensemble des paramètres en interdépendance.

Mis à part l'introduction et la conclusion générale de notre travail, notre étude est axée au tour de point entre autres: La revue de la littérature, cadres méthodologique et épistémologique et la présentation l'analyse et l'interprétation des résultats de nos enquêtes faites dans la ville province de Kinshasa Novembre 2024 au Décembre 2025. Il est question de faire les analyses purement statistiques de nos différents résultats obtenus après avoir mise en nouveau dans une base des données. C'est grâce au STATA 18, l'outil statistique, que sont faites nos analyses.

I. REVUE DE LITTERATURE

Le secteur informel est l'un de ces paradigmes en actualité qui retient l'attention des gouvernants, stimule l'implication des bailleurs de fonds et suscite l'espoir des pauvres du monde qui sont dans la débrouillardise.

La littérature internationale souligne l'importance de la littératie financière comme facteur déterminant de l'inclusion financière. Lusardi et Mitchell (2014) démontrent que des connaissances financières élevées influencent positivement l'utilisation des produits bancaires et la capacité d'épargne.

Selon l'OCDE (2020), l'éducation financière améliore la compréhension des taux d'intérêt, du budget, du crédit et de la planification à long terme. Dans les pays en développement, elle est associée à l'amélioration de la gestion des microentreprises (Cole & Fernando, 2020).

OIT, BIT, De Soto, Monnet: L'économie du secteur informel.

Le secteur informel est perçu non comme une anomalie, mais comme une stratégie rationnelle de survie économique, surtout dans les économies en développement.

En Afrique subsaharienne, plusieurs recherches montrent une corrélation positive entre formation financière et comportement financier rationnel, notamment au Kenya, Rwanda et Ghana (Mwangi, 2019).

Toutefois, l'effet dépend souvent de la qualité de la formation et de sa contextualisation.

En RDC, des études préliminaires (FEC, 2022) révèlent que les acteurs informels ont une faible littératie financière, ce qui réduit leur capacité à bénéficier des services financiers formels. L'impact des programmes d'éducation financière reste encore peu évalué.

Ainsi, il existe un consensus théorique : la formation financière améliore les comportements financiers. Cependant, la question centrale demeure : cet impact se vérifie-t-il réellement auprès du secteur informel à Kinshasa ?

Dans même ordre d'idée, nous estimons que les conditions qui se rapportent comme différentes contraintes d'accès à l'inclusion financière et les attentes sont nombreuses de la part du secteur informel sur l'éducation financière ainsi que les prêts auprès de la banque.

II. CADRES METHODOLOGIQUE ET EPISTEMOLOGIQUE

Dans le contexte relatif à notre étude, nous avons fait recours principalement à deux méthodes : notamment méthode quantitative et qualitative associées par les méthodes statistiques descriptive couplée à celle d'analyse systématique pour la simple raison que l'étude d'impact sur le système éducatif pour une inclusion financière embrasse un ensemble des paramètres en interdépendance (économiques, démographiques, écologiques, environnemental, géographique, technologiques, culturels, sociologique, politique, administratif, institutionnels et pédagogique).

Dans cette démarche, nous commençons d'abord parler description du secteur informel, suivi de l'analyse de corrélation entre les différents éléments économique, état des lieux institutions financières, en passant par l'analyse des alternatives éducationnelles et les enquêtes afin d'aboutir aux résultats.

Ces deux méthodes ont été appuyées par des techniques qui sont donc que des outils, mis à la disposition de la recherche et organisés par la méthode dans le but d'aborder la problématique. En ce qui nous concerne les techniques, nous avons procédé aux techniques de focus groupe (interview, check-list ou liste de contrôle), les entretiens, observation directe, documentaires, analyse de contenus puis analyse statistique en utilisant le logiciel stata relatif à l'analyse et interprétation des résultats.

Partant de cette perspective escompter un résultat viable et précis, notre échantillonnage est constitué de 220 ménages du secteur informel répondants dans la ville province de Kinshasa, selon le district et le district en une deux communes

III. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

III.1. Analyse univariée

Tableau n°1 : Variable d'intérêt

QUESTIONS	REPONSES	F	P
12. Avez-vous déjà entendu parler de l'éducation financière ?	0. Oui	89	40,45
	1. Non	131	59,55

Source: Tableau établi sur base des données de notre enquête

Partant de notre enquête, il est à noter que, les ménages œuvrant dans le secteur informel en République Démocratique du Congo, en particulier la ville province de Kinshasa ne sont pas informés. Il est visible de voir seul le 40,45% sont informés et le 59,55% sont pas informés ou entendus parler d'éducation financière.

Tableau n°2 : Informations générales du répondant

QUESTIONS	REPONSES	F	P
1. Sexe	0. Homme	131	59,55
	1. Femme	89	40,45
2. Âge	1. Moins de 20 ans	38	17,27
	2. 20-29 ans	82	37,27
	3. 30-39 ans	48	21,82
	4. 40-49 ans	31	14,09
	5. 50 ans et plus	21	9,55
3. Niveau d'instruction	1. Aucun	31	14,09
	2. Primaire	11	5,00
	3. Secondaire	54	24,55
	4. Supérieur/Univ	82	37,27
	5. Form prof/ techn	42	19,09
4. Situation matrimoniale	1. Célibataire	106	48,18
	2. Marié(e)	91	41,36
	3. Veuf(ve)	9	4,09
	4. Divorcé(e)	14	6,36
5. Taille du ménage (nombre de personnes à charge)	1. 1-2	111	50,45
	2. 3-5	56	25,45
	3. 6-8	43	19,55
	4. Plus de 8	10	4,55
6. Activité principale dans le secteur informel	1. Comm détail	122	55,45
	2. Artisanat	23	10,45
	3. Transport	45	20,45
	4. Autre (précisez)	30	13,64
7. Disrtrict	1. FUNA	40	18,18
	2. LUKUNGA	73	33,18
	3.MONT AMBA	48	21,82
	4. TSHANGU	59	26,82

Source: Tableau établi sur base des données de notre enquête.

Le tableau présente la répartition des répondants selon leurs caractéristiques socio-démographiques. En ce qui concerne le sexe, les hommes sont majoritaires avec 59,55 %, contre 40,45 % de femmes, ce qui indique une plus forte présence masculine dans les activités du secteur informel à Kinshasa. Cette situation peut s'expliquer par la nature de certaines activités informelles nécessitant une forte mobilité ou un effort physique, souvent dominées par les hommes.

S'agissant de l'âge, la tranche 20–29 ans est la plus représentée avec 37,27 %, suivie de celle de 30–39 ans (21,82 %). Cela montre que le secteur informel est principalement animé par une population jeune et active, en âge de travailler. Les personnes de moins de 20

ans (17,27 %) et celles de 50 ans et plus (9,55 %) sont moins représentées, traduisant soit une entrée progressive dans l'activité économique, soit une réduction de l'activité avec l'âge.

Concernant le niveau d'instruction, les répondants ayant un niveau supérieur ou universitaire sont les plus nombreux (37,27 %), suivis de ceux ayant le niveau secondaire (24,55 %) et une formation professionnelle ou technique (19,09 %). Toutefois, une proportion non négligeable des répondants n'a aucun niveau d'instruction (14,09 %), ce qui peut constituer un frein à la compréhension des notions financières et à l'utilisation des services financiers formels.

La situation matrimoniale révèle que les célibataires sont majoritaires (48,18 %), suivis des mariés (41,36 %). Les veufs/veuves (4,09 %) et les divorcés (6,36 %) représentent une minorité. Cette structure matrimoniale suggère que les responsabilités familiales peuvent influencer la participation aux activités informelles ainsi que les comportements financiers.

En ce qui concerne la taille du ménage, la majorité des répondants vivent dans des ménages de 1 à 2 personnes (50,45 %), suivis de ceux ayant 3 à 5 personnes à charge (25,45 %). Les ménages plus nombreux sont moins représentés. Cela indique une prédominance de petits ménages, ce qui peut influencer les besoins financiers et la capacité d'épargne.

Enfin, l'activité principale exercée dans le secteur informel est dominée par le commerce de détail (55,45 %), suivi du transport (20,45 %) et de l'artisanat (10,45 %). Sur le plan géographique, le district de Lukunga est le plus représenté (33,18 %), suivi de Tshangu (26,82 %), Mont Amba (21,82 %) et Funa (18,18 %). Cette répartition traduit des disparités spatiales dans la concentration des activités informelles et l'accessibilité des répondants à l'enquête.

Tableau n°3 : Connaissances financières

QUESTIONS	REPONSES	F	P
8. Quelqu'un vous a-t-il déjà parlé de l'importance d'une institution financière (banque, microfinance, coopérative) ?	0. Oui	90	40,91
	1. Non	130	59,09
9. Si oui dans quelle occasion ?	1. Formation	17	7,73
	2. Causerie/entretien	45	20,45
	3. Une émission télé	19	8,64
	4. Autres	139	63,18
10. Avez-vous un(des) compte(s) bancaire(s) ?	0. Oui	101	45,91
	1. Non	119	54,09
11.01. Accès Bank	0. Oui	18	8,18
	1. Non	202	91,82
11.02. Advance Bank	0. Oui	26	11,82
	1. Non	194	88,18
11.03. Afrilandbank	0. Oui	4	1,82
	1. Non	216	98,18
11.04. BgfiBank	0. Oui	29	1,82
	1. Non	191	98,18
11.05. BOA	0. Oui	3	1,36
	1. Non	217	98,64
11.06. Citi Group	0. Oui	15	6,82
	1. Non	205	93,18
11.07. CRDB Bank	0. Oui	14	3,18
	1. Non	206	96,82
11.08. Ecobank	0. Oui	7	3,18
	1. Non	213	96,82
11.09. EquityBCDC	0. Oui	36	16,36
	1. Non	184	83,64
11.10. Finca	0. Oui	21	9,55

	1. Non	199	90,45
11.11. FirstBank	0. Oui	6	2,73
	1. Non	214	97,27
11.12. Rawbank	0. Oui	18	8,18
	1. Non	202	91,82
11.13. Sofi Bank SA	0. Oui	30	13,64
	1. Non	190	86,36
11.14. Solidaire Banque SA	0. Oui	3	1,36
	1. Non	217	98,64
11.15. Standard Bank	0. Oui	28	12,73
	1. Non	192	87,27
11.16. TMB	0. Oui	25	11,36
	1. Non	195	88,64
11.17. UBA	0. Oui	27	12,27
	1. Non	193	87,73
11.18. Autres structure	0. Oui	48	21,82
	1. Non	172	78,18
12. Avez-vous déjà entendu parler de l'éducation financière ?	0. Oui	89	40,45
	1. Non	131	59,55
13. Si oui dans quelle occasion ?	1. Formation	21	9,55
	2. Causerie/entretien	47	21,36
	3. Une émission télé	15	6,82
	4. Autres	137	62,27
14. Avez-vous suivi une formation en gestion de finances personnelles ou d'entreprise ?	0. Oui	35	15,91
	1. Non	185	84,09
15. Évaluez votre niveau de connaissance en gestion budgétaire :	1. Faible	58	26,36
	2. Moyen	93	42,27
	3. Bon	61	27,73
	4. Excellent	8	3,64

Source: Tableau établi sur base des données de notre enquête.

En examinant ce tableau, il est visible de constater la plupart des ménages qui ont une activité dans le secteur informel; et la Sensibilisation à l'importance d'une institution financière, cette question donne deux réponses dont: Oui 90 personnes qui relève à 40,91 % et non 130 personnes dont 59,09 % ce pourcentage montre les ménages qui intéressent pas aux institutions financières. En outre, la majorité des enquêtés n'a jamais été sensibilisée à l'importance des institutions financières, ce qui traduit un déficit de communication et d'éducation financière.

Faisant allusion à l'occasion de sensibilisation avec notre nombre de 220 ménages enquêtés, 17 soit 7,73 % ont été sensibilisé grâce à une formation, 45 soit 20,45 % dans la causerie/entretien, l'Émission télé donne 19 ménages dont 8,64 % et Autres qui regroupent 139 qui s'élève à 63,18 %. partant de données les analyses, les canaux formels (formations, médias) sont faiblement utilisés. Il est à constater que l'information circule principalement par des voies informelles, moins structurées.

La Détention d'un compte bancaire témoigne en quelque sorte la fréquentation de ménages dans les institutions financières, certains ménages possèdent les comptes, tandis que les autres non; c'est ainsi que les ménages qui détiennent le compte sont 101 soit 45,91 % et ceux qui ne possèdent pas 119 avec un pourcentage de 54,09 %. cela veut dire, plus de la moitié des répondants n'ont pas de compte bancaire, confirmant un faible niveau d'inclusion financière.

L'éducation financière et l'inclusion font des liens avec les institutions, les Banques et institutions les plus utilisées sont: Autres structures 21,82 % sont le système de porte-

monnaie mobile à l'aide de téléphone mobile et la tontine, l'Equity BCDC 16,36 %, la Sofi Bank 13,64 %, la Standard Bank 12,73 %, l'UBA 12,27 %, la TMB 11,36 %, et l'Advance Bank 11,82 %. L'interprétation que nous pouvons faire est le paysage bancaire est fragmenté, avec une forte présence de structures alternatives (microfinance, coopératives), ce qui indique que les populations du secteur informel s'orientent davantage vers des institutions non bancaires classiques.

L'observation la plus remarquable est sur la connaissance de l'éducation financière dont 89 ménages ont une connaissance à la matière soit 40,45 % et une majorité de ménages dont 131 équivalents à 59,55 % n'ont pas de connaissance. En un mot, une majorité n'a jamais entendu parler d'éducation financière, montrant un faible niveau de diffusion du concept.

L'occasion de connaissance donne l'image que 21 ménages soit 9,55 % ont reçues la connaissance par la formation, la Causerie/entretien représente 47 ménages soit 21,36 %. par l'émission télé 15 acteurs du secteur informel soit 6,82 % et Autres voies donne 137 ménages qui valent à 62,27 %. Comme pour la question précédente dont 9, l'éducation financière est principalement acquise par des moyens informels, avec une faible contribution des formations structurées et des médias.

La formation en gestion financière constitue en quelques sortes un pilier pour l'éducation financière, en effet 35 ménages soit 15,91 % ont une formation en gestion financière et 185 ménages sont profanes à la matière soit 84,09 %. en bref, une écrasante majorité n'a jamais suivi de formation financière, ce qui constitue un frein majeur à l'autonomie financière et à l'inclusion bancaire.

Pour tout ce qui précède, le niveau de connaissance en gestion budgétaire joue un rôle important sur l'inclusion financière dans le secteur informel à Kinshasa, le ménages faibles en connaissances représentent 58 soit 26,36 %, moyen 93 vaut 42,27 %, bon 61 soit 27,73 % et Excellent 8équivalent à 3,64 %. La synthèse à faire est la majorité se situe entre faible et moyen. Le très faible pourcentage du niveau « excellent » confirme un besoin urgent de programmes d'éducation financière adaptés.

C'est ainsi il est remarquable qu'il existe une faible sensibilisation financière, une bancarisation limitée, une quasi-absence de formation structurée et un niveau global de connaissance budgétaire insuffisant. Cette analyse confirment la nécessité d'intégrer l'éducation financière comme levier stratégique d'inclusion financière, particulièrement dans le secteur informel.

Tableau n°4 : Relation avec les institutions financières

QUESTIONS	REPOSES	F	P
16. Avez-vous un compte bancaire ou un compte dans une institution de microfinance ?	0. Oui	71	32,27
	1. Non	149	67,73
17. Avez-vous déjà bénéficié d'un prêt auprès d'une institution financière ?	0. Oui	31	14,09
	1. Non	189	85,91
18. Si oui, le prêt était-il accompagné d'un conseil ou d'une formation sur la gestion de l'argent ?	0. Oui	30	13,64
	1. Non	190	86,36
19. À quelle fréquence consultez-vous une institution financière pour des conseils financiers ?	1. Jamais	121	55,00
	2. Rarement	54	24,55
	3. Parfois	32	14,55
	4. Souvent	13	5,91

Source: Tableau établi sur base des données de notre enquête.

L'analyse descriptive dont il est question témoigne la détention d'un compte en banque ou microfinance stipulent que 71 personnes détiennent un compte soit 32,27 % et 149 personnes non qui vaut 67,73 %. c'est-à-dire plus des deux tiers des enquêtés ne détiennent aucun compte, ni bancaire ni de microfinance. Cela met en évidence un très faible niveau d'inclusion financière formelle au sein de la population étudiée, dont les ménages de la ville province de Kinshasa œuvrant dans le secteur informel.

La question liée à l'accès au crédit institutionnel 31 personnes soit 14,09 % et 189 personnes n'ont pas d'accès au crédit qui valent à 85,91 %, nous pouvons dire, l'accès au crédit institutionnel est très limité. La grande majorité n'a jamais bénéficié d'un prêt formel, ce qui suggère une exclusion du système financier officiel et un probable recours à des mécanismes informels de financement.

Le secteur informel à besoin de l'accompagnement financier lié au prêt, de ce fait, notre étude montre que 30 personnes ont été déjà bénéficiaire d'un prêt soit 13,64 %, et 190 personnes soit 86,36 % en connaissance rien de ce service. Dans cette optique nous pouvons dire, même parmi les bénéficiaires de crédit, l'accompagnement en gestion financière est quasi inexistant. Cela révèle une faible intégration de l'éducation financière dans les services financiers, réduisant l'impact potentiel des prêts sur l'amélioration durable des conditions économiques.

De ce qui précède, la fréquence de consultation d'institutions financières pour des conseils en résumé que certains ménages dont 121 soit (55,00 %) n'ont jamais fréquenté ni consulté une banque et rarement de ménages 54 qui est égal à 24,55 % et parfois 32 ménages soit 14,55 % et Souvent 13 avec 5,91 %. comme conclusion, près de 80 % des répondants ne consultent jamais ou rarement une institution financière pour des conseils. Cela traduit une faible culture de recours à l'expertise financière, pouvant s'expliquer par le manque de proximité, de confiance ou de sensibilisation. Cette enquête avec ces résultats confirment : un très faible taux de détention de comptes, un accès marginal au crédit, une absence quasi totale d'accompagnement financier, et un désintérêt ou une méconnaissance des services de conseil financier.

En outre, ils soulignent l'urgence de renforcer à la fois l'inclusion financière et l'éducation financière, en intégrant systématiquement des dispositifs de formation et de conseil au sein des institutions financières, particulièrement pour les acteurs du secteur informel.

III.2. Analyse bivariée

Tableau n°5 : Informations générales du répondant

Variables	Chi-2	P-value
1. Sexe	0,0776	0,781
2. Âge	4,5947	0,331
3. Niveau d'instruction	16,1981	0,003
4. Situation matrimoniale	9,1071	0,028
5. Taille du ménage (nombre de personnes à charge)	7,0058	0,072
6. Activité principale dans le secteur informel	5,8558	0,119
7. District	5,7396	0,125

Source: Tableau établi sur base des données de notre enquête.

Il sied de savoir dans l'analyse de notre tableau ci-haut, la nécessité de connaître que le Plus-value inférieur à 0,05 nous donne une association statistiquement significative. L'analyse a été utilisé afin d'examiner l'existence d'une association entre certaines caractéristiques sociodémographiques et la variable dépendante de l'étude (éducation financière / inclusion financière, selon votre modèle).

Le niveau d'instruction étant statistiquement significatives avec sa plus-values de 0,003 donne une interprétation qu'il existe une association statistiquement significative entre le niveau d'instruction et la variable dépendante. Cela signifie que le niveau d'éducation influence significativement l'éducation/l'inclusion financière. Plus le niveau d'instruction est élevé, plus la probabilité d'accès ou de compréhension financière est importante.

Tandis que la situation matrimoniale avec sa plus-value de 0,028 en résumé l'existence d'une relation significative entre la situation matrimoniale et la variable dépendante. Le statut matrimonial joue donc un rôle dans le comportement ou l'accès financier, probablement en lien avec les responsabilités économiques et l'organisation budgétaire du ménage. Ces résultats indiquent que, dans votre échantillon, ces variables n'expliquent pas significativement les différences observées en matière d'éducation/inclusion financière.

L'analyse de notre recherche met en évidence que le niveau d'instruction et la situation matrimoniale sont les principaux facteurs sociodémographiques associés à la variable dépendante. En revanche, le sexe, l'âge, la taille du ménage, l'activité exercée et le district de résidence n'exercent pas d'influence statistiquement démontrée. Ces résultats suggèrent que les politiques et programmes d'éducation financière devraient prioritairement cibler le renforcement du capital éducatif et tenir compte du contexte familial des acteurs du secteur informel.

Tableau n°6 : Connaissances financières

Variabes	Chi-2	P-value
8. Quelqu'un vous a-t-il déjà parlé de l'importance d'une institution financière (banque, microfinance, coopérative) ?	51,1202	0,000
9. Si oui dans quelle occasion ?	46,6370	0,000
10. Avez-vous un(des) compte(s) bancaire(s) ?	30,8245	0,000
11.01. Accès Bank	3,4725	0,062
11.02. Advance Bank	0,0420	0,838
11.03. Afrilandbank	0,1541	0,695
11.04. BgfiBank	0,8483	0,357
11.05. BOA	0,8675	0,352
11.06. Citi Group	1,1084	0,292
11.07. CRDB Bank	0,8765	0,349
11.08. Ecobank	0,8359	0,361
11.09. EquityBCDC	4,0748	0,044
11.10. Finca	1,3709	0,242
11.11. FirstBank	4,7079	0,030
11.12. Rawbank	3,4725	0,062
11.13. Sofi Bank SA	0,7313	0,392
11.14. Solidaire Banque SA	0,0640	0,800
11.15. Standard Bank	0,0182	0,893
11.16. TMB	1,5608	0,212
11.17. UBA	0,0010	0,974
11.18. Autres structure	0,6469	0,421
13. Si oui dans quelle occasion ?	147,3903	0,000
14. Avez-vous suivi une formation en gestion de finances personnelles ou d'entreprise ?	13,6596	0,000
15. Évaluez votre niveau de connaissance en gestion budgétaire :	11,0248	0,012

Source Tableau établi sur base des données de notre enquête.

Statistiquement parlant, la question sur l'importance d'une institution financière; après l'analyse il est démontrable qu'il existe une association entre les variables relatives à l'éducation financière, à l'accès aux institutions financières et la variable dépendante de l'étude. Notre seuil de significative est fixé à 5 % avec la plus-value d'inférieur à 0,05.

De ce fait, la Sensibilisation à l'importance des institutions financières en témoigne qu'il existe une association hautement significative entre le fait d'avoir été sensibilisé et la variable dépendante. La sensibilisation apparaît comme un facteur clé avec une plus-value de 0,000.

Faisant allusion de l'occasion de sensibilisation, le canal par lequel l'information est reçue influence significativement la variable dépendante, ce qui met en évidence l'importance des modes de diffusion de l'éducation financière avec une plus-value de 0,000.

Le fait de la détention d'un compte bancaire est fortement associé à la variable dépendante. L'inclusion bancaire constitue donc un déterminant majeur.

Les banques qui sont connectés à notre recherche avec la plus-value inférieure à 0,05 il s'agit de; Equity BCDC avec 0,044 comme plus-values, c'est-à-dire qu'il existe une association significative entre l'utilisation d'Equity BCDC et la variable dépendante,

suggérant une offre ou un public spécifique plus connecté à l'éducation financière; la First Bank plus-values de 0,030 ici l'appartenance à cette institution est significativement liée à la variable dépendante.

L'occasion de connaissance de l'éducation financière avec une plus-value de 0,000 montre que la relation très fortement significative, indiquant que les modalités d'exposition à l'éducation financière jouent un rôle déterminant; la question liée à la formation en gestion financière avec plus-values 0,000, témoigne que l'effet d'avoir suivi une formation influence significativement la variable dépendante. La formation est un levier central.

En effet, le niveau de connaissance budgétaire avec sa plus-value de 0,012 relève que le niveau de connaissance est significativement associé à la variable dépendante. Plus le niveau est élevé, plus l'effet est marqué.

Cependant, les variables non significatives sont groupés et présentent des plus-values supérieur 0,05 et toutes les autres institutions financières l'Accès Bank, la Rawbank, la TMB, l'UBA, etc. Elles ne montrent pas d'association statistiquement significative dans votre échantillon. Ces résultats obtenus après notre recherche confirment empiriquement que l'éducation financière et l'inclusion bancaire sont étroitement interdépendantes.

Tableau n°7 : Relation avec les institutions financières

Variables	Chi-2	P-value
16. Avez-vous un compte bancaire ou un compte dans une institution de microfinance ?	20,1490	0,000
17. Avez-vous déjà bénéficié d'un prêt auprès d'une institution financière ?	4,6454	0,031
18. Si oui, le prêt était-il accompagné d'un conseil ou d'une formation sur la gestion de l'argent ?	7,5481	0,006
19. À quelle fréquence consultez-vous une institution financière pour des conseils financiers ?	21,6006	0,000
20. Selon vous, les institutions financières vous informent-elles suffisamment sur la bonne gestion de l'argent ?	14,4707	0,000

Source: Tableau établi sur base des données de notre enquête

Les variables étudiées donnent un lien étroite ou significatif avec le cas saillant de notre problématique, c'est-à-dire l'accès aux services financiers, à l'utilisation du crédit et au conseil financier, et la variable dépendante de l'étude avec le seuil de significative est fixé à 5 % soit une plus-values inférieur à 0,05.

En donnant une plus-value inférieure à 5% la détention d'un compte (banque ou microfinance), le bénéfice d'un prêt institutionnel, l'accompagnement du prêt (conseil/formation, la fréquence de consultation pour des conseils financiers et l'information fournie par les institutions financières.

Partant de tout cela, Il existe une association hautement significative entre la détention d'un compte et la variable dépendante. L'inclusion financière formelle apparaît comme un facteur déterminant, l'accès au crédit et la variable dépendante. L'expérience du crédit contribue donc à la différenciation des comportements ou niveaux financiers, l'importance de lier le crédit à l'éducation financière, Plus les individus consultent, plus leur profil financier se différencie et la communication institutionnelle joue donc un rôle majeur. l'analyse faite donne que l'ensemble des variables testées sont statistiquement significatives, ce qui montre que : l'accès aux institutions financières, l'expérience du crédit, l'accompagnement financier, le recours au conseil, et la qualité de l'information reçue sont des déterminants essentiels de la variable dépendante.

En fin , la recherche par les résultats confirment empiriquement que l'inclusion financière n'est pas seulement un accès, mais aussi un processus d'accompagnement et d'éducation des institutions financières dans le secteur informel qui donneront une bonne amélioration de la gestion financière des acteurs.

III.3. Analyse multivariée

Tableau 8: Importance d'une institution financière

Prob>		
Variables	Coefficients	P > (z)
1. Sexe	-1,271187	0,101
2. Âge	0,1090095	0,777
3. Niveau d'instruction	-0,0592852	0,813
4. Situation matrimoniale	-0,9064264	0,049
5. Taille du ménage (nombre de personnes à charge)	0,2553894	0,533
6. Activité principale dans le secteur informel	0,0502152	0,889
7. District	0,0268215	0,938
8. Quelqu'un vous a-t-il déjà parlé de l'importance d'une institution financière (banque, microfinance, coopérative) ?	2,44829	0,029
9. Si oui dans quelle occasion ?	0,450684	0,425
10. Avez-vous un(des) compte(s) bancaire(s) ?	2,276567	0,156
11.01. Accès Bank	-1,963278	0,199
11.02. Advance Bank	-3,322397	0,004
11.03. Afrilandbank	-4,316731	0,169
11.04. BgfiBank	-1,215062	0,245
11.05. BOA	-4,10563	0,109
11.06. Citi Group	0,117807	0,923
11.07. CRDB Bank	-1,649969	0,353
11.08. Ecobank	-2,040786	0,307
11.09. EquityBCDC	-3,335605	0,035
11.10. Finca	-0,2778267	0,788
11.11. FirstBank	-2,01645	0,431
11.12. Rawbank	-4,864263	0,009
11.13. Sofi Bank SA	-1,129831	0,274
11.14. Solidaire Banque SA	-9,277393	0,001
11.15. Standard Bank	0,1962062	0,862
11.16. TMB	2,439903	0,047
11.17. UBA	0,7893664	0,446
11.18. Autres structure	-1,296831	0,135
13. Si oui dans quelle occasion ?	3,287324	0,000
14. Avez-vous suivi une formation en gestion de finances personnelles ou d'entreprise ?	-1,802532	0,152
15. Évaluez votre niveau de connaissance en gestion budgétaire :	-0,6530401	0,149
16. Avez-vous un compte bancaire ou un compte dans une institution de microfinance ?	0,7363697	0,462
17. Avez-vous déjà bénéficié d'un prêt auprès d'une institution financière ?	-2,70797	0,073
18. Si oui, le prêt était-il accompagné d'un conseil ou d'une formation sur la gestion de l'argent ?	-1,466227	0,421
19. À quelle fréquence consultez-vous une institution financière pour des conseils financiers ?	-0,3872479	0,325
20. Selon vous, les institutions financières vous informent-elles suffisamment sur la bonne gestion de l'argent ?	1,068866	0,107

Source: Tableau établi sur base des données de notre enquête Analyisée sur stata.

Ce tableau présente les coefficients de régression et leurs p-values dans l'importance d'une institution financière. Lorsque la variable est considérée comme statistiquement significative lorsque la plus-value est inférieure à 0,05. de ce fait certains coefficients indiquent le sens de l'influence lorsque: bêta(β) supérieur zéro : augmente la probabilité du phénomène étudié et bêta(β) inférieure à zéro: diminue la probabilité. La situation matrimoniale avec la plus-value 0,049 donne une influence négative significative. Cela veut

dire, le statut matrimonial réduit la probabilité du phénomène étudié. Il sied de savoir que certaines situations matrimoniales sont moins favorables au comportement financier étudié. La question sur l'importance d'une institution financière, cette thématique influence positive significative parce qu'il donne une plus-value de 0,029. en outre La sensibilisation joue un rôle important : avoir reçu des informations augmente fortement la probabilité d'adopter le comportement financier analysé.

Après notre analyse du tableau ci-haut les banques ci-après d'une manière ou autre influencent très négativement notre variable dont: l'Advance Bank avec la plus-values de 0,004, l'Equity BCDC 0,035, la Rawbank plus-values 0,009, la Solidaire Banque SA avec la plus-values 0,001. cette banque influence négative hautement significative avec des effets très fort. et enfin la TMB donne la plus-values de 0,047 qui englobe une influence positive significative.

En effet, la question portée sur l'occasion (éducation/sensibilisation) donne influence positive très hautement significative avec une plus-value de 0,000, c'est-à-dire le cadre ou le canal dans lequel l'information est reçue (formation, ONG, médias, banque, causerie, etc.) est un déterminant majeur du phénomène étudié.

Cependant, certaines Variables ou question faiblement significatives dans notre recherche ne donne pas une influence significative, en occurrences: le Sexe plus-values de 0,101, les Institutions vous informent suffisamment plus-values 0,107, la BOA en donne 0,109, le fait de bénéficier d'un prêt lui seul 0,073. toutes les questions suggèrent une influence possible, mais non confirmée au seuil de 5 % dans l'importance d'une institution financière.

Par contre, les variables étudiés dans notre recherche dans la ville province de Kinshasa sur le secteur informel: Âge, niveau d'instruction, taille du ménage, activité, district, possession de compte, formation financière, niveau de connaissance budgétaire, fréquence de consultation, etc. sont non significatives. Après contrôle des autres facteurs, ces variables n'exercent pas d'effet propre dans thématique analysé.

D'une manière générale cette analyse montre que : les caractéristiques sociodémographiques n'expliquent pas significativement le phénomène. Ils sont surtout : la sensibilisation à l'importance des institutions financières, le contexte dans lequel l'information est reçue, et certaines institutions financières spécifiques, qui déterminent significativement le comportement financier étudié. L'éducation financière et l'environnement institutionnel apparaissent donc comme des leviers centraux, plus importants que le profil individuel.

Les résultats de l'analyse indiquent que le phénomène étudié dans la ville province de Kinshasa n'est pas significativement influencé par les caractéristiques sociodémographiques des acteurs du secteur informel, mais dépend principalement de la sensibilisation financière, du cadre de diffusion de l'information et de certaines institutions financières. Le fait d'avoir été informé de l'importance des institutions financières et le contexte de cette information constituent les déterminants les plus puissants. Ces résultats confirment le rôle central de l'éducation financière et des structures d'encadrement dans l'amélioration des comportements financiers.

IV. DISCUSSIONS DES RESULTATS

Primo Il sied de savoir, les résultats obtenus de notre recherche donne la certitude que le système du secteur informel est septique auprès des institutions financières, Il est à noter que, les institutions financières qui recouvrements la République Démocratique du Congo, en particulier la ville province de Kinshasa n'accompagnent pas les ménages œuvrant dans le secteur informel. Il est visible 62,27% sont abandonnées de leurs propres triste sorts. Ce là témoigne un manque accroissement financier des institutions financières. Cette analyse confirme le travail de l'entrepreneuriat des jeunes apparaît alors comme l'une des solutions pour lutter contre le chômage des jeunes (Gănescu, 2017 ; Léger-Jarniou, 2002, 2008b). rares sont les travaux qui se sont penchés spécifiquement sur la promotion et le développement de l'entrepreneuriat des jeunes filles et des garçons africains en général, et ceux des pays

membres de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des affaires(OHADA) en particulier. Pourtant, c'est cette frange de la population qui est la plus exposée au chômage et la plus engagée dans les activités entrepreneuriales (OIT, 2017 ; PNUD, 2016).

Secundo, la recherche par le résultat donne une idée sur le besoin d'accompagnement dans le secteur financier étant primordiale, le secteur informel quant à lui ne fait pas confiance des institutions financières, le grand nombre des individus dans le secteur informel ne consulte pas les banques pour de conseils liées à leurs activités. Le résultat va de pair suivant le rapport d'évaluation du secteur financier de la Banque mondiale, 62% des MPME estiment avoir des besoins financiers non satisfaits, variant entre USD 50.000 et USD 500.000. Le déficit de financement des MPME équivaldrait à 26% du PIB, ce qui est très élevé par rapport à certains pays de la région. Ce score reflète un indicateur significatif sur l'éducation financière.

Tertio, pour arriver à un niveau d'éducation et d'inclusion financière comme témoigne le résultat, il est souhaitable avec des moyens et d'une façon régulière de suivre une formation qui traduit un intérêt remarquable par le secteur informel, une prise de conscience qui influencera par le bais de la formation les revenus des individus. De l'autre côté les institutions financières doivent fournir d'effort d'accompagnement, de conseil d'une manière régulière et bien structuré. Le résultat est aligné dans la vision de la SNIF de la RDC, à l'horizon 2028, s'articule comme suit : « *Améliorer l'accès aux produits et services financiers formels, abordables et adaptés ainsi que leur usage par la majorité de la population et des entreprises, particulièrement des MPME et ce, de manière socialement responsable* ».

Quarto et enfin, la généralité du modèle adopté statistiquement dans les variables choisies donne l'hypothèse selon laquelle l'Étude d'impact du système éducatif financier sur l'inclusion financière du secteur informel à Kinshasa devient une nécessité. Selon la BAD, l'inclusion financière englobe toutes les initiatives visant à rendre des services financiers formels, disponibles, accessibles et abordables pour l'ensemble de la population. Cela requiert une attention particulière en faveur des segments de la population historiquement exclus ou mal desservis par le secteur financier formel. Nous constatons une urgence de renforcement de capacités dans le système éducatif financier, afin accroître le niveau de la gestion d'argent, le bienfondé de l'épargne, la résilience économique et une stabilité financière des ménages du secteur informel de la ville province de Kinshasa.

CONCLUSIONION ET SUGGESTIONS

Notre article lié sur l'« *Étude de l'impact du système éducatif financier sur l'inclusion financière du secteur informel à Kinshasa* ».

La rédaction de cet article nous a permis d'étayer et d'éclaircir les différentes concepts et théories qui fondent notre étude en onze sections auxquelles dans chacune d'elle nous avons fait une approche systémique en rapport avec notre sujet. Nous avons fait une analyse descriptive comparative entre l'épargne et la thésaurisation. Dans même ordre d'idée, l'analysé des conditions qui se rapportent comme différentes contraintes d'accès à l'inclusion financière fait ressortir les attentes de la population du secteur informel sur l'éducation financière. C'est souvent l'éducation financière qu'on se fait une première idée dans les institutions financières, d'une caisse d'épargne ou tontine (likelemba). Il est donc urgent de pratiqué le système éducatif financier.

De ce fait nous suggérons:

D'une part pour les institutions financières, ces dernières doivent entre autre : Instaurer ou mettre en place un système ou programme structurés d'éducation financière qui sera adapté selon le niveau d'instruction de chaque couche du secteur informel;

En dehors de causeries ou formations, les institutions financières doivent multiplier les formations ou colloque pratique sur la gestion de l'argent, le bien fait de l'épargne, le budget dans les activités du secteur et sur la gestion petite moyenne entreprise (PME) ;

Consolider la proximité et la confiance avec les acteurs du secteur informel, entre autre en adoptant une approche de la communication plus claire avec de termes simple et facile à

comprendre ; les institutions financières doivent créer sans doute des produits financiers adéquats dans le système des : micro-épargne, micro-crédit et des comptes simplifiés.

D'autre part les pouvoirs publics (Gouvernement).

D'insérer et d'intégrer un programme pragmatique d'éducation financière dans les différentes étapes de la formation professionnelle voir même au niveau de l'enseignement secondaire ; La population ou les ménages doivent être par le programme communautaire passer à une forte sensibilisation à travers des campagnes publiques.

Les acteurs du secteur informel.

Cette couche de la population doit faire l'effort de : Pratiquer d'une manière ordonnée l'épargne au détriment de la thésaurisation pour consolider le système économique ; Pour mieux progresser dans le secteur, les acteurs doivent avec beaucoup consulter les institutions financières pour être orienter par les divers conseils et accompagnement pour promouvoir leurs activités.

REFERENCES

1. DE SOTO, H. (1989). *The Other Path: The Invisible Revolution in the Third World*. New York, Harper & Row.
2. Banque mondiale. (2023). Rapport sur le développement financier en Afrique.
3. WORLD BANK. (2020). *Global Financial Inclusion Report*. Washington DC, World Bank.
4. BANQUE MONDIALE. (2018). *Financial Consumer Protection and Education*. Washington DC.
5. CHARMES, J. (1990). *Le secteur informel : définitions, mesures et politiques*. Paris, OCDE.
6. PAUL, B. (2012). Le secteur informel et le développement économique en Haïti. *Revue Haïtienne d'Économie*, 4(2), 77-103.
7. MAKABU MA NKENDA, T. et al. (2007). *Le secteur informel en milieu urbain en RDC*. Kinshasa, INS / BIT.
8. MONNET, J. (2006). Commerce informel, commerce de rue, commerce ambulancier : définitions et enjeux. *Cahiers de géographie du Québec*, 50(141), 25-45.
9. SANTOS, M. (1975). *L'espace partagé : les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés*. Paris, M.-Th. Génin.
10. THERIEN, J.-P. (1999). L'étude d'impact : fondements et méthodes. *Revue internationale de politiques publiques*, 12(3), 45-68.
11. LUSARDI, A., & MITCHELL, O. (2014). The Economic Importance of Financial Literacy. *Journal of Economic Literature*, 52(1), 5-44.
12. LUSARDI, A. (2015). Financial Literacy Skills for the 21st Century. *GFLEC Working Paper*, Washington DC.
13. OCDE. (2019). *OECD/INFE Toolkit for Measuring Financial Literacy and Financial Inclusion*. Paris, OCDE.
14. OCDE. (2020). Financial Literacy and Financial Education.
15. Fédération internationale des sociétés de la Croix-rouge et du croissant-rouge, guide pour le suivi et l'évaluation de projets/programmes, Genève, 2011, p.8.
16. Josh koolman, la Bible du business, Lille, éd. Leduc, 2013, p.183
17. LAUTIER (B.), L'économie informel dans le tiers monde, col repères, édition la découverte, Paris, 1994, p. 12.
18. Timothée MAKABU MA NKENDA ; et Al...Le Secteur Informel en milieu urbain en République Démocratique du Congo : Performances, Insertion, perspectives. Principaux Résultats de la phase 2 de l'Enquête 1-2-3 2004-2005 ; Ed.DIAL.Pris Décembre 2007,
19. Tshitala Kalula Patrice, Etude d'impact environnemental et social, ISTA NDOLO, Kinshasa, 2017, p.8
20. BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC). (2022). *Rapport annuel sur l'inclusion financière en RDC*. Kinshasa, BCC.
21. DEPP Note d'information n° 38 – Décembre 2016. ; p.43

22. JACQUES CHARMES, Secteur informel, emploi informel, économie non observée : méthodes de mesure et d'estimation appliqué aux économies en transition, centre d'économie et d'éthique pour l'Environnement et le Développement C3EDU.MRI.R.D/UVSQ
23. Ministère des Finances, RDC Stratégie nationale d'inclusion financière 2023-2028 juillet 2023.P25
24. BANQUE CENTRALE DU CONGO. (2021). *Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF)*. Kinshasa.
25. INS. (2012). *Enquête 1-2-3 sur le secteur informel*. Kinshasa, INS.
26. PNUD. (2019). *Rapport sur le Développement Humain – RDC*. New York, PNUD.
GIZ. (2020). *Étude sur l'inclusion financière en République Démocratique du Congo*. Kinshasa, GIZ.
27. FEC. (2022). *Étude sur la gestion financière dans le secteur informel en RDC*.
28. UNDP. (2022). *Inclusive finance in Sub-Saharan Africa*.
29. Cole, S., & Fernando, A. (2020). The impact of financial education on microentrepreneurs. *Journal of Development Finance*, 45(2), 55–72.
30. Mwangi, K. (2019). Financial education and business performance among informal traders. *African Economic Review*, 11(1), 77–95.

